

Philippe Lazar

Ancien patron de l'Inserm

Philippe Lazar, ancien directeur général de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), épidémiologiste et figure majeure de la santé publique française, s'est éteint, vendredi 1^{er} mai à Paris, à l'âge de 90 ans, laissant derrière lui une œuvre scientifique et institutionnelle d'une grande portée.

Né en 1936, ancien élève de l'École polytechnique, Philippe Lazar s'orientait vers les applications des sciences quantitatives à la médecine, sous l'impulsion de Daniel Schwartz. Cette trajectoire l'amène à devenir l'un des artisans du développement de la recherche sur l'épidémiologie moderne en France, et de son enseignement, à un moment où la discipline s'institutionnalise et affirme son rôle dans la compréhension des déterminants de la santé.

Il porte la voix des chercheurs et des chercheurs dans le débat public, en particulier en tant que rapporteur général du colloque national sur la recherche et la technologie de 1982. Sa carrière décolle au sein de l'Inserm, dont il sera le directeur général de 1982 à 1996, puis à la tête de l'Institut de recherche pour le développement et, enfin, à la Cour des comptes.

Cette longue période de responsabilités correspond à une phase décisive, marquée par une ouverture accrue aux approches interdisciplinaires et par le renforcement de la recherche, en particulier en sciences du vivant. Grâce à lui, l'Inserm, tout en élargissant ses domaines d'intervention dans les champs émergents de la recherche clinique et des sciences humaines et sociales appliquées à la santé, consolide sa place dans le paysage scientifique français et international.

Gestionnaire rigoureux et exigeant, Philippe Lazar met en place une évaluation démocratique et transparente des équipes et des chercheurs, visant l'excellence. Il

créé l'« expertise collective » au service de la société, afin d'établir un état des lieux structuré et critique des connaissances scientifiques sur un sujet donné. Prêtant attention à tous les acteurs de la recherche, dont il a facilité la stabilité institutionnelle, il aimait à partager ses idées, toujours dans le respect de la pensée de l'autre.

Son engagement s'est exprimé également dans le domaine de l'éthique et de la responsabilité scientifique. Il a participé activement aux réflexions sur les conditions de production et d'utilisation des connaissances, et a œuvré à la création du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé. Sa pensée, toujours nuancée, refusait les simplifications abusives. Il insistait sur la nécessité de contextualiser les résultats scientifiques.

Regard critique et constructif

Humaniste profondément marqué par sa tragique histoire familiale (la perdue son père, mort pour la France, en juin 1940, et sa famille a été déportée), il a contribué à la réflexion collective pour mieux connaître « l'autre » et pour penser les conditions d'une coexistence respectueuse entre groupes de convictions différentes.

Il a été l'un des membres fondateurs du Cercle Gaston-Crémieux, instance de réflexion de juifs de gauche attachés à penser le « fait juif » dans une perspective laïque, universaliste et antinationnaliste, puis il a créé et dirigé, pendant plusieurs décennies, la revue *Diasporiques/Cultures en mouvement*, qui traite des « sociétés marquées par la diversité des appartenances culturelles, religieuses, nationales ou mémorielles ».

Ceux qui ont travaillé à ses côtés connaissent sa capacité à conjuguer exigence intellectuelle et sens du collectif. Directeur à l'écoute, il a su accompagner le développement de nombreuses équipes de recherche et encourager des parcours scientifiques innovants.

Facilitateur, entre autres, de l'institutionnalisation de la recherche sur le VIH/sida (création de l'Agence nationale de recherche sur le sida), il a contribué à former et à inspirer plusieurs générations de chercheurs dans divers domaines. Après avoir quitté ses fonctions, il a poursuivi ses engagements et a continué à intervenir dans le débat public, à publier et à participer à des réflexions sur l'organisation de la recherche et sur les politiques de santé. Son regard à la fois critique et constructif a nourri de nombreuses discussions sur l'avenir des systèmes de recherche et de santé. La veille de sa disparition, il souhaitait encore travailler et contribuer à l'évolution de la recherche par le biais d'un nouveau rapport sur l'élargissement de l'expertise collective à d'autres domaines.

Dans ses dernières années, Philippe Lazar a choisi de revenir, avec une liberté de ton très personnelle, sur ce qui avait nourri sa vie d'homme, de citoyen et de chercheur. Dans son ouvrage *Court traité de l'âme* (Fayard, 2008), il proposait une conception profondément laïque de l'âme, entendue non comme une entité métaphysique, mais comme la trace vivante que laisse un individu. Ce petit livre, sobre et lumineux, disait quelque chose de son rapport aux autres : l'importance des liens, des transmissions, de ce qui continue à circuler après nous.

Avec son dernier ouvrage, *Démocraties sous tension. Rééquilibrer les pouvoirs par la « laocratie »* (Chemins de traverse, 2025), il avait, de manière tout aussi directe, pris la parole du côté de la cité. Inquiet des dérives d'une démocratie délégataire épuisée, il plaçait pour un rééquilibrage réel au profit de « ceux d'en bas », des collectifs, des engagements de terrain, convaincu que le politique ne peut être abandonné ni aux seuls



A Paris, en juillet 1989. LOUIS BONIER, GUYA, PAPHO

21 AVRIL 1936

Naissance à Paris

1956 Entrée à l'École polytechnique

1982-1996 Directeur général de l'Inserm

1997-2000 Président de l'Institut de recherche pour le développement

2001 Conseiller maître en service extraordinaire à la Cour des comptes

2008 Publication de « Court traité de l'âme » (Fayard)

1^{er} MAI 2026 Mort à Paris

experts ni aux seuls professionnels du pouvoir. On retrouve là sa constante attention à l'articulation entre savoirs, responsabilités et bien commun, à « faire société ». Ces deux ouvrages, brefs par leur format mais amples par les questions qu'ils soulevent, témoignent d'un homme qui n'a jamais séparé réflexion scientifique, interrogations sur le sens et responsabilité à l'égard de la société.

La disparition de Philippe Lazar marque la perte d'un acteur central de la structuration durable de la recherche en France. Son héritage se mesure dans les institutions qu'il a contribué à façonner, dans les orientations qu'il a données et dans les esprits qu'il a

formés. Il se manifeste aussi dans une certaine idée de la science, exigeante, ouverte à l'autre, profondément attachée à l'intérêt général et au progrès, loin des intérêts mercantiles de la marchandisation. À l'heure où les défis sanitaires se multiplient et se complexifient, l'exemple de Philippe Lazar rappelle l'importance d'une recherche solide, libre, et attentive aux réalités sociales. Son parcours illustre la fécondité du dialogue entre disciplines et la nécessité d'inscrire la production des connaissances dans une réflexion plus large sur leurs implications. ■

ALFRED SPIRA
(MEMBRE DE L'ACADÉMIE
NATIONALE DE MÉDECINE)